

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la lutte contre le réchauffement climatique, à Paris le 18 avril 2008.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants personnels, avec une pensée particulière pour les deux ministres français, Jean-Louis BORLOO et Jean-Pierre JOUYET, ainsi que pour Brice LALONDE que je veux remercier une nouvelle fois pour la contribution qu'il apporte à la politique de la France.

J'ai tenu à m'exprimer devant vous qui représentez les chefs d'Etat et de gouvernement des plus grandes puissances économiques du monde, à l'occasion de la réunion de Paris des « Economies majeures » sur le climat.

En accueillant cette réunion, la France veut marquer son engagement dans la préservation de la planète. C'est un sujet majeur dont je voudrais dire qu'il ne concerne pas que la France. Ce n'est pas un sujet que l'on doit traiter de façon anecdotique. C'est un sujet capital, parce qu'un jour nos enfants se tourneront vers nous et nous diront : au moment où vous aviez les responsabilités du pouvoir qu'en avez-vous fait ? Ce n'est pas une question du Président français, de la France, c'est une question pour l'ensemble de la planète. Dès le soir de mon élection, j'ai indiqué que la lutte contre le réchauffement global constituerait l'une des principales priorités de mon mandat. Votre travail pendant ces deux jours est fondamental. Parce que l'accord international de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre dont le monde a besoin ne pourra être construit que sur la confiance, la compréhension mutuelle entre les pays les plus industrialisés et les grands pays émergents. Votre contribution au succès de la négociation lancée à Bali peut être essentielle, décisive même.

Il y a deux façons de faire les choses : la mauvaise et la bonne. La mauvaise, cela consiste à nous regarder en chien de faïence et attendre que l'autre commence pour commencer soi-même. Avec cela, c'est sûr, on échouera tous. L'autre, la bonne, consiste à se faire confiance et à ce que chacun se décide enfin à avancer. J'ai parfaitement conscience que l'Europe et la France, nous devons montrer l'exemple.

La méfiance nous conduira tous à l'échec. La confiance nous conduira tous à la réussite.

L'élaboration du futur accord universel dans le cadre des Nations Unies concerne bien sûr la totalité de la communauté internationale. C'est d'ailleurs bien pourquoi nous sommes pour les Nations Unies et pas pour exclure qui que ce soit, parce que le réchauffement de la planète, c'est le problème de tous les habitants de la planète. Or, qui parle au nom de tous les habitants de la planète si ce n'est les Nations Unies.

Et je veux dire d'emblée qu'il n'y aura pas d'accord international possible sans mesures d'adaptation prenant en considération les impacts du changement climatique sur les plus pauvres et sur les plus fragiles. La lutte contre la pauvreté et la lutte contre le changement climatique doivent se renforcer l'une l'autre, doivent se compléter. Les politiques publiques dans ces deux domaines doivent converger et les institutions internationales doivent travailler ensemble. Les Nations Unies, la Banque mondiale et les autres acteurs internationaux doivent coordonner leurs activités et leurs stratégies, y compris sur le terrain. On voit au Darfour ce mélange explosif entre les conséquences du changement climatique, qui produit des migrations de gens de plus en plus pauvres avec les conséquences sur la guerre, et d'ailleurs, ce que cela implique pour un certain nombre d'entre nous, pour éviter les massacres que l'on connaît

nombre d'entre nous, pour éviter les massacres que l'on connaît.

Mais aujourd'hui, je veux m'adresser à vous avec un message simple. Simple ne veut pas dire simpliste, mais je vous demande de me croire, en tout cas, c'est un message que nous, les dirigeants français, parlant sous le contrôle de Jean-Louis BORLOO et de Jean-Pierre JOUYET, nous croyons sincère. Mais, Mesdames et Messieurs, il y a urgence. Ce n'est pas pour demain, ce n'est pas pour après-demain, c'est pour maintenant. Et cette urgence doit nous conduire à sortir de positions défensives, aussi légitimes qu'elles puissent être. Moi, je comprends bien que chaque pays veuille défendre ses intérêts. Si vous, représentants des gouvernements, vous ne défendez pas les intérêts de votre pays, personne ne le fera à votre place. Mais si, chacun d'entre nous, on est sur des positions défensives qui consistent à incarner uniquement les petits intérêts de notre pays, aussi légitimes soient-ils, cela conduit à quoi, à l'arrivée ? A la catastrophe.

Pourquoi, la catastrophe ? Parce que la négociation doit aboutir au plus tard fin 2009, à la Conférence des Nations Unies de Copenhague. Nous n'avons pas beaucoup de temps. Il faut donc une approche coopérative et la recherche de solutions justes.

Sur la question de l'urgence, on a le dernier rapport du GIEC qui date de six mois à peine, les mauvaises nouvelles continuent de s'accumuler. Les modèles scientifiques autant que l'observation empirique nous indiquent que ce sont les scénarios les plus sombres des experts qui sont en train de se réaliser. Cela ne peut pas faire l'objet d'aucune contestation. On avait un certain nombre de scénarios et on voit se réaliser les plus sombres.

La fonte des glaces plus rapide que prévue l'illustre malheureusement : c'est la récente rupture du Plateau de Wilkins dans l'Antarctique, c'est un gigantesque iceberg, grand comme quatre fois la ville de Paris, qui s'est détaché du continent. Et chacun pourrait apporter son lot d'exemples. Il y a urgence, et donc le changement climatique pose d'ores et déjà un défi considérable de sécurité. Chacun admet que les dérèglements climatiques sont l'une des causes directes de certains conflits. Si nous continuons dans cette direction, les changements climatiques encourageront des migrations de populations qui n'ont plus rien vers des territoires où des populations n'ont pas grand-chose.

Et la crise du Darfour ne sera qu'une crise parmi des dizaines d'autres. C'est cela qui nous pend au nez.

Ces dérèglements sont aussi, et de manière croissante, un danger pour la sécurité alimentaire. Raréfaction des ressources en eau, tension grandissante sur les ressources agricoles et halieutiques, ce sont des défis qui menacent le développement, tout particulièrement en Afrique. Un milliard d'habitants. Nous devons sans attendre prendre ensemble la mesure des drames que connaissent les pays du Sud, où l'augmentation de la demande alimentaire est confrontée à la baisse des approvisionnements ainsi qu'à la dégradation de la qualité sanitaire.

Il est donc urgent d'agir pour renforcer la sécurité alimentaire à un moment où 37 pays connaissent une crise alimentaire très grave et malheureusement on en est qu'au début. Y en a-t-il un seul parmi vous, parmi nous, qui pourrait rester indifférent à la révolte de ceux qui, dans les pays du Sud, ne peuvent plus manger à leur faim.

Je voudrais rappeler que pour nous les Européens le détroit de Gibraltar c'est entre 12 et 14 kilomètres. Nous sommes à 14 kilomètres d'un continent d'un milliard d'habitants où des centaines de millions de gens ne peuvent plus manger à leur faim. Ceux qui me diraient que cela ne nous concerne pas, je me poserais des questions sur leur conscience. Ce n'est pas une question de morale mais, encore que, c'est une question de réflexion. On est liés. Et je vais proposer prochainement un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture. Nous avons besoin là encore d'une coordination accrue des acteurs internationaux, institutions, Etats, secteur privé, Organisations non gouvernementales. La crise alimentaire appelle des réponses immédiates, et une stratégie ambitieuse d'aide pour l'agriculture. La France entend contribuer activement à la résolution de la crise. Pour faire face à l'urgence, elle doublera dès cette année son enveloppe d'aide alimentaire en la portant à 60 millions d'euros pour 2008, soit près de 100 millions de dollars. Il va bien falloir que l'on réfléchisse à quelque chose. Tous ces pays il faut qu'on les aide à développer une agriculture vivrière, qui permette à leur population de vivre des produits de leur agriculture plutôt que de les condamner à la monoculture pour exporter des

produits qui d'ailleurs, de surcroît, sont les seuls qui baissent. Je pense au niveau des prix.

Mesdames et Messieurs,

La Convention climat des Nations Unies repose sur un principe simple et assez intelligent : une responsabilité commune mais différenciée. La feuille de route de Bali a été construite sur le respect de ce principe.

Le principe de responsabilité commune signifie que chacun doit prendre sa part, à commencer par les économies majeures représentées ici. L'équité commande que les uns et les autres participent à l'effort, même si je reconnais bien volontiers que nous autres les pays développés nous devons accepter des contraintes plus fortes que celles des pays en développement, pour lesquels la poursuite d'une croissance rapide constitue un impératif. C'est dit, c'est vrai. Et nous avons en son temps pollué plus que vous. C'est vrai, ce n'est pas une raison pour que vous conduisiez les mêmes erreurs que vous payerez pis que nous. Et on ne va pas continuer à se dire " tu as été mauvais dans le passé, je vais l'être autant que toi". Qui en sortira gagnant ? Même si je reconnais encore une fois bien volontiers que l'on doit faire plus, nous.

Cela ne nous dispense pas de voir donc l'évidence. Quelle portée aurait pour l'avenir un accord, mais quelle portée ? Qui se limiterait à des engagements de réduction d'émissions pris par les seuls pays industrialisés ? Si l'Europe et les Etats-Unis étaient soudain neutres en carbone, le changement climatique se poursuivrait, certes moins rapidement, mais avec des conséquences presque aussi graves. Il n'est donc pas possible de concentrer l'effort nécessaire sur une seule catégorie de pays.

Je suis fondamentalement attaché à ce principe d'équité. A terme, il n'y a aucune raison que certains habitants de notre planète émettent 10 ou 20 fois plus de gaz à effet de serre que d'autres. Car tous nous en subissons les conséquences.

Cette recherche d'équité doit nous aider à définir un chemin de croissance durable pour chacun de nos pays, différent de l'un à l'autre. Les émissions par habitant des pays développés doivent reculer, et reculer vite. Celles des pays les plus pauvres pourront augmenter à mesure qu'ils se développent. Mais à partir d'un certain niveau de développement, il faut réduire le contenu en carbone de chaque euro, de chaque dollar de richesse gagné.

D'ores et déjà, de nombreux pays qui n'avaient pris aucun engagement, du Nord comme du Sud, ont mis en place des politiques ambitieuses visant à une croissance plus sobre en carbone. Ces efforts doivent être reconnus. Mais j'insiste sur un point : le niveau d'engagement de chaque pays devra être respecté et vérifié par des mesures concrètes et quantifiables. Il faut que partout le carbone ait un prix. Parce que notre objectif est bien de réduire les émissions de la planète, pas de les déplacer d'un pays vers l'autre. Et je dis d'ailleurs à nos amis en développement, que nous admirons tant, c'est fantastique ce que vous faites. Mais vous ne pouvez pas vouloir les droits des grandes puissances économiques que vous êtes en train de devenir, et vous exonérer des devoirs. Ce n'est pas possible. Une grande puissance, elle a des droits. Mais elle a aussi des responsabilités. Et donc des devoirs. Et cela c'est un point qui ne peut pas faire l'objet de négociation.

Chacun doit prendre ses responsabilités. C'est ce que la France a fait en s'engageant dans un programme ambitieux de transformation de son économie et de sa société. Fondé sur la démarche du « Grenelle de l'environnement », mené de main de maître par Jean-Louis BORLOO, et vous savez cela nous pose des problèmes, y compris avec nos propres amis, notre propre majorité. Ce n'est pas si simple. Les débats que nous avons entre nous, ici, nous les avons dans chacun de nos pays. Cela existe aussi. Il faut convaincre. Et je ne dis pas d'ailleurs que ceux que l'on cherche à convaincre n'ont que des mauvais arguments, mais ils vivent sur des habitudes. Mais le monde ne peut plus être conduit sur des habitudes.

La France doit rester à l'avant-garde des pays développés les moins émetteurs par habitant, grâce à plusieurs décennies de choix politiques assumés, notamment avec la maîtrise de l'énergie et le nucléaire.

Nous devons avoir l'ambition de faire évoluer nos systèmes de production et de consommation, de repenser nos villes, nos infrastructures et nos bâtiments.

La France s'est engagée, avec ses partenaires de l'Union européenne, dans la mise en oeuvre de mesures ambitieuses afin de répondre aux engagements internationaux acceptés par tous les Européens. Mais écoutez, quelle serait la crédibilité de ce que je dis ce matin si avec Jean-Louis BORLOO on ne faisait pas ce que l'on fait en France. Ce n'est pas la peine de m'expliquer que c'est difficile, je le sais, je le vis tous les jours dans mon pays, et pour l'Europe, c'est pareil. Je souhaite que l'Europe reste à l'avant-garde de la lutte contre le réchauffement climatique et j'ai d'ailleurs fait de la Présidence Française de l'Union Européenne une des priorités, c'est ce que l'on appelle le « paquet énergie-climat ». Il faut sortir d'un raisonnement postcolonial où un certain nombre de pays disait aux autres, faites ce que je dis mais pas ce que je fais. Maintenant nous voulons vous dire, voilà ce que nous faisons, c'est possible, c'est difficile, mais il faut qu'on le fasse tous ensemble.

Nous discutons ensemble à 27, en Europe, du « paquet énergie-climat » qui permettra à l'Union européenne de réduire de 20 % ses émissions d'ici à 2020 par rapport à 1990. L'Union est prête à relever son niveau d'ambition jusqu'à -30 % si ses partenaires internationaux accomplissent un effort comparable. Cela est du concret. A ceux qui me disent ok, on est d'accord pour faire un effort mais il ne faut pas d'objectif. Ce n'est pas parce que l'on fixe des objectifs qu'on les atteint. D'accord, mais si l'on ne fixe pas d'objectif, c'est sûr qu'on ne les atteindra pas. Nous, les objectifs, on les a pris et on vous demandera de nous juger sur nos objectifs.

Le défi que l'Europe est déterminée à relever permettra aux peuples européens de rester à l'avant-garde en bâtissant peu à peu une société faiblement émettrice en carbone. La France marquera sa solidarité avec les pays en développement. La France propose de mettre son expertise et son assistance technique à la disposition des pays émergents et des pays les moins avancés. Elle poursuivra son important effort financier puisqu'elle consacre à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, chaque année, 480 millions d'euros - ou 750 millions de dollars - pour sa seule coopération bilatérale.

Mesdames et Messieurs,

Le dialogue entre les principales économies est nécessaire pour parvenir à une compréhension commune des objectifs de long terme. Ces objectifs seront le premier révélateur de notre volonté politique d'agir. Ils nous concernent tous. Nous devons nous écouter, discuter sans tabous, nous comprendre.

L'approche par secteur, la promotion, le développement et la diffusion des technologies qui concourent à réduire nos émissions, comme le captage et le stockage de carbone, ou le nucléaire, la lutte contre la déforestation sont des pistes à explorer. Mais il va de soi qu'aucun pays qui a de grandes forêts, je pensais à la forêt du bassin du Congo ou à la forêt amazonienne, ne peut les entretenir seul. Il faut qu'on les aide. Parce que ces forêts rendent service à l'humanité tout entière.

Les représentants du Brésil et de l'Indonésie, pour ne prendre en exemple que deux des grands pays forestiers représentés ici, savent mieux que quiconque l'importance que revêtent les mesures de lutte contre la dégradation et la destruction des forêts, globalement responsables d'environ 20 % des rejets de carbone dans le monde. C'est un axe majeur du paquet global que nous devons adopter, Jean-Louis, à Copenhague l'année prochaine.

Les besoins en financement pour modifier en profondeur nos économies et nos sociétés sont considérables. C'est pourquoi, je ne crois pas aux solutions partielles.

Il faut orienter l'investissement privé, qui contribuera à près de 90 % au financement de la lutte contre le changement climatique. Nous avons besoin de mobiliser non pas quelques centaines de millions d'euros, mais d'orienter massivement les flux financiers vers cette nouvelle économie sobre en carbone.

Cela ne peut se faire que par la mise en place de politiques publiques créant des conditions favorables. Nous avons donc commencé au sein du Protocole de Kyoto, avec le mécanisme de développement propre. Le marché du carbone a vocation à être globalisé, à être régulé et cela sera un moteur puissant du changement. Mais il n'y a pas un pays à qui nous disons, arrêtez la croissance pour préserver la planète. Nous devons inventer ensemble une nouvelle croissance

croissance, pour préserver la planète. nous disons inventons ensemble une nouvelle croissance, c'est le développement durable.

Un financement public sera nécessaire, pour aider les plus vulnérables. Nous devons débattre des propositions qui sont sur la table, travailler au renforcement et à l'amélioration des futurs instruments, à commencer par le Fonds pour l'Environnement Mondial.

Il nous faut donc réfléchir dès maintenant au volet financier de l'accord global, qui devra assurer une synergie entre le système des Nations Unies et les Institutions Financières Internationales. Vous êtes ici, Mesdames et Messieurs, pour apporter la contribution des principales économies, nous sommes tous ensemble à l'origine de 80 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Qui osera se lever pour dire, on est responsable de 80 % des émissions, on ne peut pas être responsable de la maîtrise. Qui pourra dire ça ? Qui osera dire cela ? Nous devons donc identifier les réponses au défi du changement climatique qui feront l'objet de négociations selon le calendrier fixé par la feuille de route de Bali.

Nous avons une responsabilité historique, celle qui consiste à regarder vers l'avenir. Un traité n'est pas seulement la conclusion d'une histoire, il a vocation à organiser notre avenir commun. La question qui est posée ce matin, est: serons-nous à la hauteur du défi ? Est-ce que nous serons responsables ? Sommes-nous capables d'assumer la tâche considérable qui pèse sur notre génération ?

Et bien c'est à vous qu'il revient d'apporter une contribution décisive au processus de négociation des Nations unies. Si nous le voulons, nous pouvons permettre la conclusion d'un accord historique à Copenhague en décembre 2009. Au fond il ne s'agit de rien de moins que d'assurer la survie de la planète et c'est pour cela que quelques centaines de femmes et d'hommes, mis aux responsabilités par leurs concitoyens doivent être à la hauteur de cette responsabilité. On ne peut pas dire qu'on ne sait pas. Maintenant on sait. On ne peut pas dire: c'est la faute des autres, c'est la nôtre dans cette pièce. Alors est-ce que l'on est capable de faire preuve d'imagination ? Est-ce que l'on est capable d'être à la hauteur ? C'est la question qui est posée. Cette question là, j'ai voulu être parmi vous pour vous dire que la France assumera ses responsabilités, que l'Europe si elle veut être fidèle à son histoire doit montrer l'exemple. Mais de grâce nous ne pouvons pas nous payer le luxe que l'un d'entre vous reste sur le bord du chemin.